

Egypte : solidarité avec les syndicats indépendants

Sous l'ère Moubarak déjà, l'Union syndicale Solidaires avait établi des relations avec les syndicats indépendants et les organisations qui les soutenaient en Egypte. Depuis 2011, nous avons renforcé ces liens, notamment à travers l'envoi d'une délégation sur place qui a rencontré de nombreux syndicalistes. C'est donc très naturellement que nous soutenons cet appel à la solidarité internationale.

L'émergence de syndicats indépendants en Egypte est d'une importance primordiale pour l'ensemble de la région et mérite d'être saluée et soutenue par les syndicalistes du monde entier. **Depuis le début de la révolution du 25 janvier 2011 en Égypte, plusieurs centaines de syndicats indépendants et 2 confédérations de syndicats indépendants** « La Fédération de syndicats indépendants Égypte » (EFITU) et « Congrès Démocratique Égyptien du Travail » (EDLC) ont vu le jour. Ces nouveaux syndicats et fédérations doivent quotidiennement faire face à l'opposition de l'appareil d'Etat et de la Fédération syndicale égyptienne (l'ETUF), « syndicat » unique contrôlé par l'État et créé en réalité par celui-ci afin de combattre la liberté syndicale.

Depuis février 2011, les grèves, sit-in et actions des travailleurs et syndicats ont été réprimés par l'armée et les forces de l'ordre égyptiennes avec une violence et une brutalité inouïes ; plusieurs travailleurs ont été tués. En outre, le droit de grève a subi de profondes restrictions et plusieurs travailleurs et syndicalistes ont été poursuivis en justice et devant les cours martiales. Par ailleurs, la nouvelle Constitution en date du 22 décembre 2012 interdit la formation libre des syndicats. **Nous appelons le Gouvernement égyptien à respecter les conventions de l'Organisation International du Travail [...] garantissant les libertés syndicales et ratifiées par l'Égypte depuis 1957. Nous exigeons l'indépendance de la Fédération syndicale égyptienne (ETUF). Cette dernière demeure jusqu'à nos jours contrôlée par le régime actuel comme elle l'était par l'ancien régime.**



Ouvriers du Canal de Suez en grève



La revue internationale Solidaires n°7 comprend un dossier de 120 pages sur l'Égypte

Nous luttons et continuerons à lutter au sein des nos syndicats et associations pour soutenir la lutte des syndicats égyptiens émergents et des travailleurs, ouvriers et paysans qui défendent leur existence face au néo libéralisme du système en place, notamment, via des délégations de solidarité, des formations et l'échange de connaissance.

Grèce : les fraises de Manolada sont tâchées du sang des ouvriers !

Le patronat agricole fait tirer sur les saisonniers immigrés qui demandent leurs salaires ! Le 17 avril, des travailleurs saisonniers de Manolada dans le Péloponèse (Grèce) se sont faits tirer dessus, à coups de fusil, parce qu'ils demandaient ... le paiement de leurs salaires, impayés pour certains depuis 6 mois. Plusieurs dizaines d'ouvriers sont blessés, certains gravement. Ces travailleurs immigrés sont exploités par le patronat agricole depuis des années ; quand ils « osent » demander les salaires qui leur sont volés depuis des mois, des nervis leur tirent dessus !

Cet acte n'est pas un phénomène isolé ou marginal. Il s'inscrit dans la logique meurtrière du capitalisme qui organise l'écrasement des plus démunis. Ouvriers ... saisonniers ... immigrés ... les travailleurs de Manolada sont méprisés par les exploitants exploités ! Au-delà de ce récent épisode, les agressions envers les travailleurs/ses immigré-es sont régulières dans cette région. Les pouvoirs publics grecs sont aussi responsables de cette situation : la dérive libérale broie la population et installe l'impunité pour ceux qui terrorisent les travailleurs/ses. Les institutions européennes qui ne cessent de pousser à plus de rendement, plus de productivité, plus d'exploitation des salarié-es, sont aussi responsables.

C'est sur ce terreau que prolifère l'extrême-droite nazie grecque. La résistance collective est nécessaire et urgente. Notre responsabilité est d'appuyer celles et ceux qui l'organisent.

Colombie : une répression antisyndicale sauvage !



L'Union syndicale Solidaires témoigne de son entière **solidarité avec les militant-es de l'Unión Sindical Obrera de la industria del petróleo (USO) de Colombie victimes ces dernières semaines de nombreuses agressions de la part des forces patronales et gouvernementales**. Menaces de mort, harcèlement, agressions physiques, interventions armées, ... ils ne reculent devant rien lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux travailleurs et travailleuses qui s'organisent collectivement et résistent, à toutes celles et tous ceux qui défendent les droits syndicaux et sociaux, les droits humains. L'USO appelle toutes les organisations démocratiques à faire pression auprès des autorités colombiennes pour que l'impunité ne soit pas la règle. www.usofrenteobrero.org

Iran : la classe ouvrière toujours en lutte, malgré la répression

En Iran, les syndicats sont interdits ; mais salarié-es et retraité-es s'organisent clandestinement, résistent, agissent. Des grèves ont lieu, bien que le pouvoir exerce une répression très forte : arrestations, prisons, et aussi exécutions. C'est donc dans des conditions très difficiles que ces combats sont menés ; les faire connaître, les soutenir publiquement est important. Cela contribue à desserrer, trop peu, l'étau.

Plus de 120 travailleurs/ses de l'aciérie Zagros, se sont rassemblé-es le 15 avril devant la mairie de Gharveh pour protester contre la fermeture depuis un mois de leur aciérie et le non paiement de leur salaire depuis trois mois.

30 000 travailleurs/ses ont signé une pétition demandant :

- La transformation des CDD en CDI dans toutes les entreprises.
- La fin de la sous-traitance.
- Le droit à l'assurance-chômage pour tous.
- Le paiement des salaires non réglés.
- Le respect des règles concernant la pénibilité du travail.
- Le relèvement du salaire minimum.
- L'abrogation des dispositions qui entraînent une baisse des pensions de retraite.

1200 ouvriers de l'usine Louleh safa se sont mis en grève le 21 avril, suite au licenciement de 117 d'entre eux et au non-paiement des salaires depuis deux mois. Tous les ouvriers de cette usine ont un contrat précaire, certains subissent cette exploitation depuis vingt ans. La direction licencie puis reprend les personnels avec, à chaque fois, des conditions de travail plus insupportables. Le 23 avril, la direction payait un mois de salaire et s'engageait à verser l'autre mois quelques jours plus tard.

Les 250 salarié-es en activité et retraité-es de la fabrication de carreaux Kashi Ghilan, à Roudbar, ne sont plus payé-es depuis 9 mois. Le préfet avait promis, il y a quelques mois, que les salaires seront réglés vers le 15 mai mais rien n'a été fait. Ils et elles se sont rassemblé-es le 18 mai en bloquant la route devant l'usine. Le non paiement des salaires engendre le non paiement des cotisations sociales et privent les travailleurs/ses des soins médicaux.

Les journalistes et le personnel technique du journal pro-gouvernemental Shahrvand se sont mis en grève le 11 mai, pour réclamer le paiement des salaires, impayés depuis deux mois.

www.iran-echo.com www.soliranparis.wordpress.com www.iranenlutte.wordpress.com

Pays basque : 30 mai, sixième journée de grève générale en 4 ans



Le 30 mai, sera la sixième journée de grève générale au Pays basque en quatre ans. Les revendications, les attaques auxquelles le peuple basque résiste, sont les mêmes que celles que nous connaissons dans le monde entier, et particulièrement en Europe pour ce qui nous concerne.

Au prétexte de la crise d'un système qui n'est pas le nôtre, les patrons, les actionnaires, les banquiers, les gouvernements et les institutions à leurs services, multiplient les décisions qui n'ont qu'un but : accroître toujours plus les richesses d'une minorité, en exploitant celles et ceux qui les produisent par leur travail. Tous les droits fondamentaux sont remis en cause : droits à la retraite, à la santé, à la protection sociale, au logement, à l'éducation, au transport, etc. Les droits syndicaux sont durement attaqués, le chômage et la précarité sont utilisés pour affaiblir la résistance ouvrière.



Les luttes menées dans les entreprises permettent de résister au patronat qui espérait appliquer plus facilement les accords réactionnaires pour lequel il avait obtenu la signature du gouvernement, des Commissions Ouvrières et de l'UGT. **Les syndicats basques ELA, LAB, ESK, STEE/EILAS, EHNE, HIRU, CGT organisent cette journée de grève pour fédérer ces combats et dire non à la nouvelle remise en cause des droits sociaux** que les gouvernements espagnols et français, ainsi que leur gouvernements régionaux, et la Troika veulent imposer aux travailleurs et aux travailleuses. L'Union syndicale a adressé un message de soutien aux organisations syndicales du Pays basque.

www.labsindikaturia.org www.esk-sindikaturia.org www.cgt-lkn.org

Mexique : des luttes victorieuses !

Pour tous ceux et celles qui auraient oublié que la lutte peut payer, le Mexique de ces dernières semaines apporte des encouragements. Des luttes qui, parfois, duraient depuis des années sont en train de déboucher sur des victoires, au moins partielles.

C'est le cas, par exemple de la bagarre obstinée de **la tribu Yaqui**, contre le projet de barrage *Independencia* qui consistait à lui confisquer le fleuve qui porte son nom et dont sa vie même dépend. Le projet, déjà partiellement réalisé, détournait le fleuve Yaqui vers le fleuve Sonora — rien de moins — pour alimenter en eau d'énormes projets immobiliers du milliardaire Carlos Slim autour d'Hermosillo. La Cour suprême vient d'annuler l'autorisation et de reconnaître la personnalité juridique de la tribu Yaqui.

Début de victoire aussi pour le **SME**. Les électricien-nes toujours en lutte ont obtenu que ceux d'entre eux qui remplissent les conditions puissent bénéficier de leur retraite. Cela concerne entre 2500 et 3000 personnes selon les estimations.

Autre début de victoire pour les **peuples de l'Isthme de Tehuantepec**, notamment les Ikoos et les Binnizás zapotèques : La multinationale Mareña Renovables vient d'accepter d'arrêter son chantier de construction de champs d'éoliennes dans la Barre Santa Teresa. Les éoliennes, ça fait écolo, mais on peut imaginer l'effet des énormes socles de béton de ces engins sur des terrains d'agriculture jardinière, surtout quand les propriétaires n'ont pas été consultés...

Enfin, la **CNTE**, en lutte depuis des mois contre une « réforme » de l'éducation qui consiste essentiellement en une casse du statut des enseignant-es (origine : OCDE), vient d'être reçue par le gouvernement. Celui-ci a accepté que les contre-propositions de la CNTE soient discutées par les organes législatifs. Or la CNTE n'a pas de personnalité légale, ce n'est qu'une tendance d'opposition dans l'archi-pourri Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation. **Il s'agit donc d'un début de reconnaissance dû à la force du mouvement d'opposition à la pseudo-réforme.** Les contre-propositions de la CNTE sont consultables en version française : <http://www.sudeducation.org/Reforme-du-systeme-educatif-au.html>

Portugal : nouvelle manifestation nationale le 30 mai

Après le 2 mars et le 25 avril, la CGTP et de nombreux collectifs appellent à une nouvelle manifestation nationale ; cette fois, le 30 mai à Belem. Le **refus de la politique d'austérité imposée au peuple portugais** est au cœur de cette lutte d'ampleur qui secoue le Portugal depuis des mois. Les manifestant-es réclament une rupture avec les diktats de la Troïka, des moyens pour les services publics, l'arrêt des privatisations qui ruinent la société, l'augmentation des salaires et pensions ; le mouvement est aussi porté par une aspiration forte à une vraie démocratie, laissant la parole et la possibilité de décider au peuple.

www.cgtp.pt



Etat espagnol : Marinaleda, l'utopie en action ...

[...] D'autres expériences plus ambitieuses en milieu rural sont menées par le syndicat andalou le Syndicat Andalou des Travailleurs (SAT). A son initiative, à Marinaleda dans la campagne sévillane, ce sont plusieurs milliers de personnes qui vivent une utopie en action refaisant vivre une vieille tradition paysanne andalouse quand ces terres arides étaient marquées par le sceau des rêves rouges et noirs. **Marinaleda fonctionne selon des principes de démocratie directe.** Tous les aspects de la vie sociale, politique et économique de la commune y sont discutés et mis en œuvre collectivement par ses habitant-es. Il n'y a pas de police à Marinaleda. Dans ce bourg, pas d'expulsion, les loyers (dont le prix est avant tout symbolique) sont fixés par la Mairie, qui prend ses décisions en fonction des *desirata* de la population réunie quotidiennement en Assemblée générale souveraine. Dans ce bourg, pas de chômage, on sue aux champs ensemble ou on travaille à l'usine de conserve autogérée par les ouvrier-es eux mêmes... La coopérative *Humar-Marinaleda* comprend une conserverie, un moulin à huile, des serres, des équipements d'élevage ainsi qu'un magasin. Les travailleurs/ses produisent notamment des fèves, des artichauts, des poivrons et de l'huile d'olive. **Les bénéfiques produits par la communauté ne sont pas distribués, mais réinvestis pour financer la création de nouveaux emplois ainsi que divers services et équipements municipaux** (piscine, terrain de sport, etc.) que chacun et chacune peut utiliser gratuitement ou presque (l'abonnement à la piscine coûte 3 € pour une saison). Une expérience, modeste certes au vu de la population concernée, mais dont l'exemple tend à se développer. Une vraie propagande par le fait qui ne demande qu'à faire tâche d'huile [...]

« La solidarité ne tient au-delà de la fraternité; elle est fondée sur une certaine idée de justice. »
« La solidarité est une force qui se crée - et se perd - au sein d'un groupe de personnes. »

REVUE N° 1 Novembre 2013 **Solidaires 30** Participation aux pages 1 & 2

Le changement

- Editorial p.2
- Hommage à Camille C'hor
- Entretien avec Julien Guen
- Un syndicatisme autogestionnaire social p.3-5-7
- Camarades de Sud-Py
- Média et Vige p.7
- Gardi avec les comarques
- Aïte des SDF à l'international
- La santé est un danger...
- La maladie psychiatrique
- Les systèmes sociaux p.14

Ce texte est extrait de l'article « dans une Espagne en voie de paupérisation aigue, quelles résistances sociales », paru dans la revue de Solidaires Gard. Sur ce même thème, nos camarades ont organisé en avril trois réunions publiques à Nîmes, Alès et Montpellier avec la participation de Luis Serrano, secrétaire aux relations internationales de la CGT de l'Etat espagnol

Russie : liberté pour Alexey Gaskarov et tous les antifascistes !

L'Union syndicale Solidaires dénonce l'arrestation, le 28 avril, d'Alexey Gaskarov, militant antifasciste russe, opposant au régime despotique de Poutine. Il est accusé de violences lors d'une des grandes manifestations contre ce régime, le 6 mai 2012. Le Pouvoir russe l'a arrêté, à quelques jours de l'anniversaire de cette importante manifestation. Alexey Gaskarov a déjà été victime de la violente répression du gouvernement russe. Avec Maxim Solopov il a été emprisonné durant plusieurs mois, suite à la **lutte populaire, sociale et écologique de Khimki**. Nous exigeons **la libération d'Alexey Gaskarov et de toutes celles et tous ceux qui sont réprimés pour leurs actions syndicales, sociales, politiques**, pour avoir défendu et revendiqué le droit d'expression et la liberté pour toutes et tous. <http://gaskarov.info>

Bolivie : grèves pour sauvegarder les droits à la retraite



En Bolivie, le gouvernement a promulgué une loi qui remet en cause le droit à la retraite des travailleurs et des travailleuses : retraite par capitalisation, forte diminution du montant des pensions, voilà l'objectif du gouvernement bolivien. Une partie du mouvement syndical s'oppose frontalement à de telles contre-réformes ; c'est le cas des syndicats de la fédération des **mineurs de la Central Obrera Boliviana (COB) qui ont mené une grève de deux semaines en mai**. Gouvernement et patronat qualifiaient d'illégales ces grèves légitimes ! La solidarité internationale, à laquelle l'Union syndicale Solidaires a pris part, était d'autant plus nécessaire. Le 22 mai, des négociations se sont enfin ouvertes avec le gouvernement.

Maroc : les chômeurs/ses poursuivent la lutte, malgré la répression

Depuis plus de 20 ans l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc lutte pour un droit au travail et contre l'exploitation et la répression [...] Les camarades de l'ANDCM continuent de résister en menant leur combat aux côtés des travailleurs/ses, des syndicalistes, des étudiant-es, des militant-es des droits de l'Homme et du mouvement du 20 février, **pour de meilleures conditions de vie, une liberté d'expression, politique, le droit syndical et la dignité au Maroc**. Et cela face à un pouvoir féroce qui n'hésite pas à utiliser tous les moyens pour faire taire le peuple : que ce soit de la manipulation de la justice avec des jugements préfabriqués, aux arrestations arbitraires, à la pratique de la torture, jusqu'aux assassinats ! **La coordination syndicale méditerranéenne exige l'arrêt immédiat de la répression** à laquelle s'adonne le pouvoir marocain et exprime sa solidarité avec tous les prisonnier-es politiques, dont ceux en grève de la faim depuis de longues semaines. Nous demandons leur libération immédiate et sans poursuite ! [...]

Brésil : les syndicats et Amnesty international contre les expulsions



Comme ce fut le cas pour les Jeux Olympiques de Pékin, la Coupe du monde de football au Brésil en 2014, les Jeux Olympiques de Rio en 2016, vont être prétextes à des expulsions massives. La défense des habitant-es des favelas au Brésil est une des luttes d'Amnesty International France. **Derrière les aménagements et constructions nouvelles, se profilent des objectifs avoués de « nettoyage social »** ; les cibles demeurent le plus souvent les populations les plus pauvres. Se profilent également des manœuvres en matière de spéculation foncière. Ces expulsions forcées illustrent de la façon la plus brutale les liens entre pauvreté et Droits humains. Avec la commission Syndicats d'Amnesty international, plusieurs syndicats français dont Solidaires appuieront la campagne contre les expulsions. www.amnesty.org/fr

Grande-Bretagne : vers une journée de grève générale ?

Après les marches nationales du 20 octobre dernier, **les syndicats les plus combatifs des TUC poursuivent le travail commun pour gagner un appel à une grève nationale interprofessionnelle**. La coordination National Shop Stewards Network joue un rôle important, en coordonnant l'activité de délégué-es de diverses fédérations professionnelles. Elle tient sa conférence nationale le 29 juin. La Coalition of Resistance organise une assemblée populaire contre l'austérité le 22 juin.

Chiapas : souscription Solidaires pour les communautés zapatistes

Fin 2012, le Comité national a adopté le principe d'une **souscription nationale pour les zapatistes**. Nous sommes encore loin du compte par rapport aux besoins des zapatistes et à l'engagement pris ensemble. Les chèques sont à transmettre à l'Union syndicale Solidaires (« solidarité Chiapas »). Bulletin de souscription : <http://www.solidaires.org/article44037.html>

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html